

TRACES DE MÉMOIRE

PÉDAGOGIE ET TRANSMISSION

n° 29

Septembre
2018

BELGIQUE - BELGIË
PP
BRUXELLES X
1/9464

CENTRE D'ÉTUDES ET DE DOCUMENTATION
MÉMOIRE D'AUSCHWITZ ASBL

| TRIMESTRIEL N° 29 | JUILLET - AOÛT - SEPTEMBRE 2018
| BUREAU DE DÉPÔT : BRUXELLES X | N° AGRÉGATION P 801056



SOMMAIRE

ACTUALITÉ

Phuntsok - Ping Cuo.
Aller-retour.
p. 2

AUSCHWITZ

Les marches de la mort.
Destination : Les triangles bleus
au KL Mauthausen.
p. 5

APPROFONDISSEMENT

Tomí Ungerer
p. 8

SAVIEZ-VOUS...

...que la ville ukrainienne
de Lviv a porté plusieurs noms
au cours de son histoire ?
p. 10

INTERROGATION

Les frontières à l'ouest
des Balkans.
De 1941 à 2008.
p. 12

RÉFLEXION

La Pologne actuelle.
La Pologne avec ses frontières
volées et acquises.
p. 18
+ fiche pédagogique p. 20

VARIA

p. 21



ACTUALITÉ

Les frontières volées

— Phuntsok est né au Tibet. La *nouvelle administration* lui a trouvé un nouveau nom : Ping Cuo sonne plus chinois. Mais c'est bien Phuntsok qui raconte les frontières qui lui ont été volées.

PHUNTSOK PING CUO

Aller-retour

Eomme de la haute montagne, Phuntsok est né au Tibet en 2089, soit en 1962 selon notre calendrier. Outre son père et sa mère, sa famille compte quatre garçons et deux filles et vit dans le district de Dhomo. Ses premiers souvenirs évoquent l'air bleu de la montagne, les yacks dans les pâturages et les petits villages envahis chaque année par des centaines de personnes avides de guérir leurs maux dans les douze sources qui y jaillissent. Chacune avait sa propre force, une eau pour guérir chaque douleur. De tout le Tibet, on se pressait dans sa région pour ressentir la magie de l'eau purificatrice. C'est surtout de mars à mai et de septembre à octobre qu'on pouvait y rencontrer des voyageurs des quatre coins du pays. Il y avait également la « récolte » annuelle des *cordyceps*, une symbiose entre un champignon et une chenille, qui se monnaie cher en Chine pour ses vertus « thérapeutiques ». Le petit bonhomme était intrigué par toutes ces allées et venues, par ce qui vivait au-delà des frontières de son village, par ce que signifiait pouvoir voyager librement... En 2002, il quitte son pays natal et atterrit en Belgique deux ans plus tard.

1. Lorsque vous êtes né, votre pays avait déjà été annexé à la République de Chine. Vous n'avez donc jamais connu le Tibet libre. Quand avez-vous commencé à comprendre que les frontières de votre pays avaient été volées ?

Dès mon plus jeune âge, j'ai entendu des dizaines d'histoires racontées par les anciens du village. Ils parlaient de la beauté de la liberté. On m'a raconté ce que c'était de vivre dans une culture de plus en plus étouffée par l'occupant. C'est à l'âge de 7 ans que j'ai vécu une des expériences les plus marquantes de la disparition de nos frontières. Mon grand-père venait de décéder. Au Tibet, la tradition voulait qu'on allume des bougies à la mort d'un membre de la famille pour montrer à son esprit le chemin vers l'éternité. Mais ma grand-mère n'a sorti aucune chandelle. Lorsque je lui ai demandé pourquoi, elle a répondu que les nouveaux maîtres du pays ne toléraient pas vraiment cette pratique. La Chine communiste était opposée à toute manifestation de croyance. Dans ces années-là, il était très fréquent que des monastères entiers soient détruits, et ma grand-mère avait peur des conséquences

d'un acte de désobéissance. Deux ou trois ans plus tard est survenu un événement qui allait changer ma vie. Partis rendre visite au gouvernement tibétain en exil, mon père et deux de ses amis ont été arrêtés par la police chinoise. Mon père n'a pas été jeté tout de suite en prison. Il a d'abord été ramené au village. Comme souvent quand une personne a des idées politiques, il avait autant d'amis que d'ennemis. La police chinoise a réuni ces derniers sur la place et leur a donné l'ordre de le passer à tabac. Ce n'est qu'ensuite qu'ils l'ont mis en prison, gravement blessé. Il n'est revenu que douze ans plus tard. Plusieurs « amis » de mon père ont été enfermés pendant sept à huit ans.

2. Qu'est-ce qui vous a décidé à quitter votre terre natale pour partir à la recherche d'un destin totalement inconnu ?

En fait, j'ai pris de plus en plus conscience de l'injustice, alors que grandissait en moi la curiosité de découvrir ce qu'il se passait dans le reste de ce vaste monde. En quête de connaissances, de toutes les informations interdites. J'étais parvenu à me procurer une petite radio, que je proté-



© DR



Les plateaux tibétains. À la recherche du cordyceps, « médicament » chinois très convoité.

geais comme un vrai trésor. Je m'assurais d'avoir toujours des piles et j'essayais d'écouter le plus possible un des émetteurs illégaux qui s'efforçaient de communiquer à la population opprimée des nouvelles du monde, mais aussi du pays et de la région. Généralement, elles n'étaient pas bonnes. Il faut savoir que l'administration faisait comprendre qu'il valait mieux éviter les familles des activistes. Par peur, la plupart des gens préféraient ne pas nous fréquenter, mes frères, mes sœurs, ma mère et moi. Généralement, notre peuple nous évitait plus ou moins, tandis que nous étions tenus à l'œil par le *Big Brother* chinois. Nous représentions en effet un danger... Car nous étions susceptibles de vouloir venger l'emprisonnement de notre père, ce qui a eu pour conséquence, entre autres, qu'ils mettaient tout en œuvre pour nous priver d'enseignement. Encore aujourd'hui, je suis affligé de voir combien j'ai du mal à communiquer avec les autres. En octobre 2002, j'en ai eu définitivement assez des innombrables contrôles et restrictions, et je suis parti vers un autre avenir.

3. Les frontières nationales du Tibet ont été complètement gommées par la Chine, mais ce ne sont que

des traits sur une carte. Quelles sont les frontières qui vous ont été confisquées, quel est l'élément le plus important qu'on vous ait volé ?

Au Tibet, l'objectif est surtout d'effacer sournoisement toute une culture. On pourrait presque parler d'un génocide culturel. Tel un poison qui se répand lentement, l'occupant estompe toutes les frontières de notre culture. Dans les écoles, on ne parle plus que le chinois. Notre langue disparaît doucement, mais sûrement. C'est d'ailleurs le cas pour la plupart des petites choses du quotidien : l'art culinaire, certains types d'aliments, les coutumes et les dictons, l'habillement traditionnel, la musique et la danse, on peut dire que c'est toute une culture qui disparaît dans le néant. Apparemment, petit à petit, les enfants d'aujourd'hui ne connaissent même plus la différence entre être Tibétain ou Chinois. Ils subissent un lavage de cerveau en classe. Les Chinois forment la grande majorité de la population et ils imposent leurs voix. Chaque Tibétain qui tente encore de se faire entendre finit par disparaître quelque part derrière des barreaux. Tout récemment, un homme souhaitait apprendre la

littérature tibétaine à sa jeune sœur. Ce qui est permis selon une loi chinoise. Lorsqu'il s'est rendu à Pékin pour en demander officiellement l'autorisation, il a été mis à la porte et humilié. Il a raconté son histoire, qui illustre bien que certaines lois ne sont votées que pour la forme en Chine, à un journaliste américain. Il s'est retrouvé en prison pour trahison. Ce qu'on m'a surtout enlevé en volant les frontières de mon pays, c'est de pouvoir vivre aux côtés de ma famille et de mes amis. L'espoir de revoir un jour mon village.

4. Lorsque vous êtes arrivé dans un monde inconnu, une culture totalement étrangère, avez-vous plutôt ressenti un sentiment euphorique de totale liberté, ou le poids de l'effacement des frontières du Tibet a-t-il continué à peser sur vos épaules ?

Je ne peux pas parler d'un sentiment euphorique et direct de liberté totale, non. En revanche, la grande différence avec le pays d'où je venais, c'est que je n'étais plus constamment épié et contrôlé. J'ai appris à découvrir une « liberté de mouvement ». Mais après un certain temps, on se rend également compte que cette liberté « totale » ne l'est pas

Phuntsok, porte-drapeau lors d'une cérémonie d'hommage pour des victimes de la Shoah.



© ASBL Mémoire d'Auschwitz / Georges Boschloos



© DR

↑ Pour chaque déplacement, même d'un quartier à un autre, le Tibétain est obligé de s'identifier, de se justifier.

non plus à 100 %. On nous colle vite une nouvelle étiquette. Jadis fils d'un activiste politique, je suis subitement devenu un réfugié politique. Je suis rarement Phuntsok, je suis généralement « le réfugié tibétain ». Et les regards en rue ne sont pas toujours amicaux.

5. L'administration chinoise a adapté votre nom à sa propre langue. À quel moment avez-vous compris qu'on ne vous avait pas volé que les frontières de votre pays, mais aussi votre identité ?

Au Tibet, lorsque vous vous rendiez dans une administration pour mettre vos papiers en ordre, votre nom était inscrit en tibétain et en chinois. Bien entendu, personne ne pouvait lire le chinois dans les petits villages de l'Himalaya. En tibétain, mon nom était correctement écrit. Lorsque je suis arrivé en Europe, j'ai été assisté par un interprète. Un homme qui était capable de lire et de parler le chinois. Il a lu mon nom dans cette langue, et ça ressemblait à Ping Cuo. L'administration avait donc adapté mon nom sans me prévenir, ni même me le demander. C'était la dernière chose à la-

quelle je m'attendais, et ce fut un choc énorme pour moi. Un avocat m'a expliqué que je pouvais faire modifier mon nom, mais que ça me coûterait 1 000 €. Une somme qu'un demandeur d'asile n'a pas directement en poche. Pour ceux qui ne me connaissent pas, je suis donc resté Ping Cuo. J'étais déjà heureux d'avoir pu quitter la prison qu'est mon pays parce que je ne vivais qu'à cinq heures de marche de la frontière. Des milliers d'autres, qui habitent à des milliers de kilomètres à l'intérieur du Tibet, ne peuvent même pas rêver d'un départ. J'ai rencontré une belle communauté tibétaine en Belgique et aujourd'hui, je m'appelle à nouveau Phuntsok. Je suis convaincu que chaque être humain a droit au bonheur, au respect et aux mêmes droits. Qu'on soit né dans un petit village de haute montagne ou dans une riche métropole. Liberté, respect et identité propre devraient être des droits universels. ■

Entretien : **Georges Boschloos**
ASBL Mémoire d'Auschwitz
Traduit du néerlandais par
Ludovic Pierard

— Lorsque l'armée soviétique se rapproche d'Auschwitz de manière inquiétante, les SS décident d'évacuer ce camp. Ils entament avec les détenus encore aptes à se déplacer des marches de la mort, vers des lieux plus surs. Les prisonniers y seront encore exploités pour l'économie de guerre hitlérienne. Un de ces lieux fut le camp de concentration de Mauthausen (actuellement en Autriche). Ceux qui réussirent à y arriver découvrirent de nombreux « triangles bleus », signes distinctifs des migrants. Il s'agissait d'un nombre considérable d'Espagnols ayant fui le régime dictatorial du général Franco. Dans cet article, nous nous intéresserons plus particulièrement aux triangles bleus, peut-être les plus méconnus, ceux dont on a volé les frontières : les apatrides.

Les marches de la mort.

Destination : les triangles bleus au KL Mauthausen.

Alberto Israël : « Et quand nous avons vu qu'il y avait des Espagnols, ils nous ont immédiatement reçu comme des frères. Et ils nous ont expliqué qu'ils étaient là à cause de Franco et ils avaient peur de retourner en Espagne, parce que Franco était toujours là-bas. Ils étaient toujours ses ennemis. » ↓



© Mémoire d'Auschwitz ASBL/Frédéric Crahay

Une évacuation forcée

Vers la fin de l'année 1944, les nazis décident de démanteler le centre d'extermination de Birkenau et de détruire ses chambres à gaz et ses fours crématoires. Les détenus du camp de concentration qui sont encore valides doivent se préparer à prendre la route vers une destination inconnue. Début 1945, ils entreprennent ces marches qui en raison d'un taux de mortalité très élevé seront appelées marches de la mort. Nous suivons dans cet article la route qu'entreprit Alberto Israël.

L'arrivée d'Alberto Israël à Mauthausen - la rencontre avec des « triangles bleus » :

J.P. : Pouvez-vous me raconter votre rencontre avec les « triangles bleus » espagnols à votre arrivée à Mauthausen ?

A.I. : Lorsque je suis arrivé, j'ai vu qu'il y avait un block avec des Espagnols. Je ne savais pas qu'ils étaient Espagnols. Mais quand je les ai vus, on me l'a dit. J'ai demandé : « Qu'est-ce que vous faites ici ? » (...) Pendant la guerre espagnole, Franco avait pris tous ces Espagnols... tous ses ennemis. Et Hitler les a envoyés vers des camps de concentration (...).

Alberto Israël est né à Rhodes le 3 août 1927.

Arrêté avec tous les Juifs de Rhodes le 18 juillet 1944, il est transféré à Chaidári (Grèce).

Le 3 août 1944, il est déporté vers Auschwitz, et évacué vers Mauthausen le 17 janvier 1945.

Alberto sera libéré par les Américains le 5 mai 1945.



↑ En 1936, la Guerre Civile espagnole éclate entre les nationalistes et les républicains. Finalement, le nationaliste Franco obtiendra la victoire en régnera en tant que dictateur sur l'Espagne jusqu'en 1975.

Bref aperçu de la guerre civile espagnole et de l'Espagne franquiste

Début des années 1930, l'Espagne abolit le royaume et passe à la Seconde République espagnole qui s'oriente politiquement à gauche. Certains généraux conservateurs s'y opposent. Ils se déclarent nationalistes et sont contre le séparatisme qui règne dans certaines régions du pays. Ils conçoivent une direction étatique autoritaire. En 1936, les généraux tentent un coup d'État. Cette prise de pouvoir ne se fait qu'en partie et la guerre civile espagnole éclate.

Le général Francisco Franco (1892 - 1975) se voit désigné par les généraux à la tête des troupes militaires nationalistes afin de combattre les Républicains. Il réussit à unifier plusieurs groupements de droite (parmi ceux qui adhèrent à la royauté et ceux de tendance nationaliste) : le *Movimiento Nacional* (Mouvement national). Étant fasciste et national-catholique, il persécute les adhérents du communisme et du libéralisme. En 1937, Franco reçoit l'aide militaire du dictateur fasciste italien Mussolini et du dictateur nazi Adolf Hitler, qui a proclamé son adhésion au général Franco.

Après une lutte sanglante, en 1939, les Républicains perdent leur emprise sur les régions en faveur du nationalisme conservateur de Franco. Ce dernier met fin à la République et l'ère de la dictature franquiste voit le jour ; Franco porte le titre de *Generalísimo*. Il règne en tant que chef d'État, la démocratie est abolie et une idéologie conservatrice catholique domine la population. Cependant, la fin de la guerre civile espagnole ne mit pas fin aux persécutions des opposants. Des dizaines de milliers de Républicains quittent le pays pour entre autres la France où beaucoup seront incarcérés dans des camps comme celui de Gurs.

Lorsque la France est envahie et occupée par l'Allemagne nazie, des milliers d'apatrides espagnols sont également victimes de l'idéologie anti-communiste des nazis et sont utilisés par les forces hitlériennes ; ils seront déportés - principalement à Mauthausen - où une couleur bien distinctive leur sera attribuée !



Les migrants espagnols à Mauthausen¹

Les Républicains espagnols se sont vus voler leur patrie ; Franco leur a retiré la nationalité et ils deviennent apatrides. Le pouvoir dictatorial compte bien exploiter cette main d'œuvre gratuite. En tant que migrants ils sont déplacés dans d'autres pays pour y travailler comme esclaves.

Les Espagnols ne furent pas la seule nationalité exploitée par les nazis ; environ 1,7 million de Polonais ont été déportés vers l'Allemagne pour y travailler. Ils reçurent également un triangle bleu. Les migrants espagnols se voyaient octroyés un triangle bleu doublé d'un triangle rouge : ceci pour distinguer les migrants arrêtés pour raisons politiques.

Lorsque le KL Mauthausen fut établi en 1938, environ 23 400 détenus concentrationnaires espagnols seront dès l'été 1940 déportés de France (ceci représente environ 90 % de la totalité) vers ce lieu². Ne perdons pas de vue que ce camp était situé à côté d'une carrière et qu'un travail extrêmement lourd et meurtrier les attendait. Il s'élevait au « niveau 3 », c'est-à-dire que leur retour n'était pas souhaité (terminologie nazie pour désigner la mort lente par le travail). En 1941, circa 60 % de la population concentrationnaire à Mauthausen portaient le triangle bleu.



↑ Rencontre entre les deux dictateurs Hitler et Franco en octobre 1940 à Hendaye (frontière franco-espagnole).



↑ L'uniforme concentrationnaire sur lequel est rajouté le triangle bleu pour les apatrides et le « S » pour Spanier (Espagnol).

À partir des premières activités du KL Mauthausen, des détenus de droit commun allemands (portant des triangles verts) occupent un grade important : celui de Kapo. Mais, dès l'été 1940, cela change ; ces triangles verts ne partagent point un même sentiment idéologique et se voient donc opposées entre eux. Ceci eut comme conséquence l'absence d'unité. Le contraire se produisit chez les Espagnols, qui eux partageaient une même idéologie : l'antifascisme ! Par conséquent, une « meilleure » (sur) vie fut possible. Néanmoins, environ 64 % des Espagnols meurent suite au traitement nazi. Moins de dix mille détenus espagnols survivront au régime nazi.

J.P. : Quelle est l'histoire que vous avez vécue à Mauthausen avec un détenu espagnol qui vous a le plus marqué ?

A.I. : Lorsque j'ai été dans le block des Espagnols, là, j'ai commencé à parler leur langue, et j'ai rencontré le docteur qu'on appelait le Cojo (le boiteux). Et il s'est occupé de moi, il avait de la peine, mais ce sont des gestes qu'on n'oublie pas ! Il avait un bol de soupe et il m'a dit : « Tiens, mange ! Ça va te faire du bien. » ■

Johan Puttemans
Coordinateur pédagogique
ASBL Mémoire d'Auschwitz

Cet article peut être consulté dans son intégralité sur <https://auschwitz.be/fr/education-permanente>

(1) <http://www.scrap-bookpages.com/Mauthausen/KZMauthausen/History/SpanshRepublicans.html>

(2) David W. PIKE. Spaniards in the Holocaust: Mauthausen, the Horror on the Danube (2000)

Tom Ungerer



© DR

Tom Ungerer est l'une des figures incontournables de la littérature contemporaine pour la jeunesse. Les trois Brigands, Criclor, Rufus, Orlando, ou encore Le Chapeau volant, sont des classiques présents dans bien des bibliothèques scolaires et familiales. Ses livres pour enfants ont été traduits dans plus de quarante langues. Cet auteur-illustrateur, affichiste, artiste engagé dénonce l'injustice, les conflits, l'exclusion en racontant aux enfants des histoires d'amitié inattendues et aux héros improbables.

L'engagement humaniste de Tom Ungerer sourd de son enfance vécue pendant la Seconde Guerre mondiale dans sa terre natale annexée de facto au Reich en 1940. L'annexion de la Moselle fut synonyme de germanisation forcée, d'oppression, d'enrôlement de force de jeunes dans la Wehrmacht ou les Jeunesses Hitlériennes. Les malgré-nous, les plus jeunes ont à peine 15 ans, sont envoyés sur le terrible front russe. Du jour au lendemain, l'usage du français est strictement interdit, l'allemand et la calligraphie gothique obligatoires. Le quotidien de la population baigne dans la terreur. L'Alsace compte même son propre camp de concentration, le Struthof. Mais chez les Ungerer, on continue de pratiquer le français

et dans son cahier, Tomi croque la vie sous les bombardements, la surveillance des soldats et la cruauté de l'ennemi. Sa maman le laisse caricaturer Hitler ou encore dépeindre une exécution; elle l'encourage à désobéir à l'ennemi. Ainsi, le jeune Tomi prend des risques incommensurables en illustrant son journal à sa façon. Tombé dans de mauvaises mains, ce carnet aurait très probablement entraîné la déportation de toute la famille. Il n'a que 13 ans lorsque ses talents de dessinateur font de lui un résistant. La guerre a laissé des traces indélébiles. Dans une interview réalisée pour le film de Julien Johan et Michèle Durren, *Les enfants de la guerre*, Tomi Ungerer confie que tous les soirs, encore à ce jour, il fait des cauchemars, que son identité a été

écartelée en trois parties : une identité française à la maison, une identité allemande à l'école et enfin son identité alsacienne dans la rue avec ses amis. La vie sous l'occupation et le programme scolaire empreint de haine l'ont profondément bouleversé. Pire encore, la fin de la guerre ne signifia pas pour autant le retour à la normale ou la fin des répressions. Les Alsaciens furent stigmatisés et rejetés par une société franco-française pressée de retrouver son territoire volé et plus que méfiante à l'égard de ces gens qui parlent un peu comme l'ennemi. Ses blessures, il a réussi à les transcender pour nous offrir des histoires où prédominent le respect des différences et la coexistence harmonieuse entre des êtres que tout oppose. Ainsi, bien des années plus tard, Tomi fait un retour aux sources et puise dans son expérience d'enfant tout ce dont il a besoin pour imaginer l'histoire d'un ours en peluche, Otto, jouet de tradition allemande et objet de transition par excellence. L'album, *Otto, Autobiographie d'un ours en peluche* paraît en 1998, d'abord en anglais. La version française viendra un an plus tard. Le livre, destiné aux enfants



Tom Ungerer Otto



Otto, Autobiographie d'un ours en peluche est paru aux éditions L'école des Loisirs dans la collection Les Lutins.

de 8 à 11 ans, confronte, de manière subtile et concise, le jeune lectorat au deuxième conflit mondial.

L'auteur dépeint l'antisémitisme, la guerre, le racisme et l'amitié entre deux enfants. Les faits historiques rencontrent le monde imaginaire de Tomi. Sans préciser les dates, en images, il raconte le port obligatoire de l'étoile jaune (septembre 1941), le début de la déportation des Juifs allemands (octobre 1941), le départ des pères pour le front russe, les bombardements alliés, et l'arrivée des troupes américaines en Allemagne représentées par un G.I. afro-américain. La force du livre tient dans l'indissociabilité des souffrances des enfants, juifs ou non-juifs. Le sort cruel réservé

aux petits Israélites et la souffrance collatérale et indéniable des petits Allemands sont exposés en image dans une même histoire, côte à côte.

Le livre, également disponible en format de poche, est un véritable outil pédagogique. Il réunit tous les éléments qui permettront aux enseignants d'aborder un pan de l'Histoire, de notre histoire, ô combien tragique, en retraçant la ligne du temps des événements qui mèneront à l'extermination des Juifs, et plus particulièrement celle des enfants. Tomi Ungerer met aussi en lumière les drames vécus par des enfants non-juifs quels qu'ils furent. Les petites victimes sont évoquées dans un même ouvrage. Cette vue d'ensemble est

précieuse. Elle offre aux enseignants la possibilité de poursuivre la réflexion sur la guerre et le racisme en dehors du contexte de la Seconde Guerre mondiale et de la ramener au présent.

Dans ce livre, les enfants sont victimes de la folie des grands. En parallèle, ils survivent, surmontent les épreuves, retournent à la vie et grandissent ; enfin, un jour, ils se retrouvent. Ce conte philosophique illustré invite la « quatrième génération » à se pencher sur l'histoire de leurs pairs au cours d'une guerre qui lentement et sûrement s'éloigne d'eux. ■

Sabine Bordon
Chercheur associé CEGESOMA

... que la ville ukrainienne de Lviv a porté plusieurs noms au cours de son histoire ?

© Mémoire d'Auschwitz ASBL / Frédéric Crathey



Lieu de mémoire à Lviv où se trouvait jadis la synagogue de la Rose dorée.



Lviv est en réalité l'exemple parfait d'une ville située à un carrefour entre plusieurs pays et cultures. Ses nombreux noms reflètent les mouvements des frontières : Lviv en ukrainien, Lwów en polonais, Львов в russe, Lemberg en allemand, Leopoli en italien, Leopolis en latin, Ilyvó en hongrois, Lemberik en yiddish et même Léopol en français. Autant de noms, autant d'identités.

Cette localité, qui compte aujourd'hui quelque 730 000 habitants, est une des villes les plus progressistes de l'Ukraine moderne. Fondée au 13^e siècle, elle faisait fonction de capitale de la Galicie. Conquise par la Pologne au 14^e siècle, Lviv devint au fil du temps une ville multiculturelle à majorité polonaise, tandis que la campagne environnante demeurait fortement ukrainienne. Elle se métamorphosa en carrefour des religions, des sciences et des

langues. L'année 1772 fut caractérisée par le partage du Royaume de Pologne entre ses voisins, à savoir la Prusse, l'Autriche et la Russie et Lwów intégra la structure étatique autrichienne sous le nom de Lemberg. Affublée du statut de capitale du Royaume de Galicie et de Lodométrie, la ville connut une ère florissante pendant environ cent ans. Sur le plan architectural, elle ressemble fortement à Vienne en certains endroits. À la fin de la Première Guerre mondiale, la région

fut touchée par des conflits opposant la Pologne (qui voulait se reposer sur la carte de l'Europe) et des forces armées ukrainiennes (qui voulaient créer une Ukraine indépendante). La Deuxième République polonaise fut proclamée en 1918 et Lemberg redevint Lwów. Bien que, sur papier, les combats semblaient terminés, sur le terrain, ils se poursuivaient en différents endroits de l'Europe. Plusieurs frontières devaient encore obtenir leur reconnaissance internationale. C'était également



le cas de la Pologne et de l'Union des républiques socialistes soviétiques, qui s'affrontèrent en 1919 et 1920. Pour sortir de ce conflit, le ministre anglais des Affaires étrangères, Lord George Curzon, proposa un tracé qui devait satisfaire les deux parties : la ligne Curzon. Mais cette solution fut rejetée par l'Union soviétique (qui était alors en position de force), et lorsque la Pologne sortit finalement vainqueur de la guerre, sa frontière orientale fut déplacée de près de 200 kilomètres vers l'est, incluant des régions aujourd'hui situées en Ukraine, en Lituanie et en Biélorussie. Cette situation perdura jusqu'en 1939 quand, avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique attaquèrent la République de Pologne sur ses deux flancs. Elles avaient en effet convenu, dans le

cadre du pacte Ribbentrop-Molotov, de la partager en deux comme butin de guerre. Lwów se retrouva entre les mains de l'Union soviétique sur la base d'une version adaptée de la ligne Curzon (la version « B »). Cette situation fut de courte durée. Après l'agression de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie le 22 juin 1941 (opération Barbarossa), Lwów intégra la zone d'influence allemande et reprit son nom de Lemberg. Elle devint la capitale du *Distrikt Galizien* du Gouvernement général, l'État tampon nazi créé après la disparition de la Pologne. Cette période d'occupation du régime nazi, hautement antisémite, mit également un point final à la présence juive séculaire à Lemberg. Près de 200 000 Juifs vivaient dans la ville et ses environs immédiats en septembre 1939. C'était dû au fait, entre autres,

que de nombreux Juifs s'y étaient réfugiés pour échapper aux nazis. En 1941, un ghetto fut créé et les Juifs commencèrent à être déportés à partir du mois de mars 1942 vers le centre d'extermination de Bełżec ou le camp de concentration de Janowska, qui se situait aux portes de la ville. Après la victoire de l'URSS en 1945, Lviv et sa région furent rattachées à la République socialiste soviétique d'Ukraine et demeurèrent ainsi, après la chute du communisme, dans la République d'Ukraine indépendante. ■

Frédéric Crahay
 Directeur
 ASBL Mémoire d'Auschwitz
 Traduit du néerlandais par
 Ludovic Pierard

Détail d'une carte de la région de Lemberg en 1943 établie par l'Oberkommando des Heeres. →



La ligne Curzon avec son tracé original et le tracé revu par les Soviétiques. Au milieu se trouve Lwów. ↓



© Spiridon Manolaiou

© DR

Les frontières à l'Ouest des Balkans.

De 1941 à 2008.

La Seconde Guerre mondiale en Yougoslavie (1941-1945)

Durant la Seconde Guerre mondiale, les territoires du Royaume de Yougoslavie sont occupés par les puissances voisines de l'Axe (l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie). Le roi Pierre II et la famille royale ont fui le pays et le gouvernement royal yougoslave en exil s'est installé à Londres et a été reconnu comme membre des Alliés. Dans la partie occidentale de l'ancien royaume, le mouvement fasciste croate des Oustachis instaure l'État indépendant de Croatie (NDH). Le mouvement, soutenu par l'Allemagne et l'Italie, directement soumis à ces dernières et inspiré par la politique raciale du Troisième Reich, promeut un nationalisme croate extrémiste qui se traduit par l'internement et l'expurgation massifs et systématiques de certaines catégories de personnes considérées comme indésirables : les Juifs, les Serbes, les Roms et les Croates antifascistes. Pendant l'existence du régime (1941-1945), sur 70 camps de concentration présents sur le territoire de la Yougoslavie, 22 se trouvent en NDH. Le plus grand et le plus tristement célèbre de tous était Jasenovac (également appelé « l'Auschwitz des Balkans »). Dès le début de la guerre, le mouvement de résistance des Partisans est dirigé par les commu-

nistes yougoslaves, une idéologie qui était auparavant massivement prohibée. Le Croato-Slovene Josip Broz Tito, à la tête de l'Armée de libération nationale de Yougoslavie, combat à la fois les forces d'occupation et les collaborateurs locaux, les Oustachis et les Tchetsniks. Quant au mouvement de résistance royaliste serbe, les Tchetsniks, qui luttait également contre les envahisseurs, il a fini par collaborer avec les Allemands et les Oustachis contre les Partisans. Après avoir été soutenus au départ par les Tchetsniks, les Partisans obtiennent finalement le soutien sans réserve des Alliés occidentaux et, en 1944, l'Armée rouge de l'URSS aide les Partisans à libérer la Yougoslavie. La guerre est marquée par les atrocités d'une extrême violence perpétrées par les occupants, mais aussi résultant des conflits, massacres et génocides inter-ethniques (commis par les Oustachis et les Tchetsniks), avec plus d'un million de victimes à la clé.

La Seconde Yougoslavie (1945-1992)

°Après la guerre
Après la fin de la guerre en 1945, Tito reprend le pouvoir des mains du gouvernement royal en exil et abolit la monarchie alors que le roi et la famille royale yougoslaves se voient interdire le retour au pays.

La Yougoslavie, ancienne monarchie, devient une fédération socialiste dirigée par la Ligue des communistes de Yougoslavie, avec le maréchal Tito aux rênes du parti et de l'État. Elle se compose de 6 républiques socialistes : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine. La Serbie devient la seule république avec 2 provinces autonomes : la Voïvodine, au nord, et le Kosovo-et-Métochie, au sud.

L'État et le parti éliminent impitoyablement toute opposition à travers des exécutions massives de prisonniers de guerre, des liquidations et des persécutions d'éléments de « l'ancien régime », d'opposants au nouveau régime et de membres de la minorité ethnique allemande (*Volksdeutsche*).

L'État mène des campagnes intenses de modernisation et de reconstruction du pays, qui a connu de lourdes destructions, ce qui améliore progressivement et considérablement la qualité de vie. Toutes les nations et langues constitutives du peuple yougoslave sont déclarées égales ; pour la première fois, les Monténégrins et les Macédoniens, de même que le macédonien, la langue, sont reconnus par l'État. Le nationalisme est banni et remplacé par l'idéologie de « fraternité et unité des nations et minorités nationales de



© DR

↑ Occupation du Royaume de Yougoslavie par les fascistes.

Yougoslavie ». La Yougoslavie gagne près de 8 000 kilomètres carrés de nouveaux territoires, essentiellement les terres côtières de Dalmatie et d'Istrie, au détriment de l'Italie. Après la longue crise internationale de Trieste, il faut attendre 1975 pour que les questions liées à la frontière entre les deux pays soient complètement résolues.

La Seconde Yougoslavie change de nom plusieurs fois : 1) Fédération démocratique de Yougoslavie (1945), 2) République fédérative populaire de Yougoslavie (1946 - 1963) et 3) République fédérative socialiste de Yougoslavie (SFRJ) (1963-1992).

° La politique étrangère

Une nouvelle guerre idéologique émerge des ruines encore fumantes de la guerre mondiale - la Guerre froide - entre l'Occident capitaliste et l'Orient communiste. Dans un premier temps, la Yougoslavie suit de près le régime soviétique et se repose sur les pays socialistes nouvellement constitués du bloc de l'Est. Toutefois, Tito se montre trop indépendant au goût de Staline, homme d'État soviétique, qui voit la Yougoslavie comme un simple satellite lui appartenant. La Yougoslavie est ex-

clue du Kominform en 1948, ce qui rompt tout lien avec le bloc de l'Est. Néanmoins, la scission Tito-Staline se révèle un tournant majeur pour la Yougoslavie.

Le maréchal Tito a réussi à renverser la domination de l'Union soviétique et a développé son propre modèle d'autogestion socialiste. Entourée principalement de pays communistes, la Yougoslavie trouve, probablement sans surprise, dans l'Occident « capitaliste » de nouveaux alliés. Tito parvient à obtenir une aide financière et un soutien militaire importants de la part des États-Unis, car ces derniers ont dans l'idée de l'utiliser pour affaiblir le bloc de l'Est. Les armes américaines contribuent à la croissance de l'Armée populaire yougoslave (JNA) qui devient l'une des plus puissantes en Europe. Des relations cordiales sont également entretenues avec les pays d'Europe occidentale et, au cours des années 1950, la Yougoslavie signe même une alliance politique et militaire avec la Grèce et la Turquie, membres de l'OTAN.

Le pays ouvre ses frontières au monde et ses citoyens sont autorisés à voyager sans visa vers l'Orient et vers l'Occident. Les You-

goslaves bénéficient d'une liberté bien plus grande que dans d'autres États socialistes. Le maréchal Tito met en place une politique étrangère indépendante et parvient à créer le pays socialiste reconnu au niveau international le plus développé sur le plan économique.

Après la rupture entre Moscou et Belgrade, le régime acquiert petit à petit un pouvoir absolu sur toutes les sphères de la vie de ses citoyens. Dans le cadre d'une nouvelle vague de répression, des arrestations de masse et des persécutions brutales sont menées à l'égard des communistes yougoslaves pro-Staline (Stalinistes), ainsi que des milliers de fermiers s'opposant à la nouvelle politique de collectivisation de l'État. Malgré les efforts du régime pour se présenter au monde comme un État démocratique, la répression et la « liberté contrôlée » perdurent dans ce pays en substance antidémocratique.

Dans cette position très inhabituelle de pays communiste dont l'économie est soutenue par l'Occident capitaliste, la Yougoslavie est presque forcée de choisir et de maintenir une politique d'équilibre, non seulement entre l'Orient et l'Occident, mais également pour la coopération avec les pays du tiers-monde. Finalement, la Yougoslavie devient l'une des fondatrices du mouvement des non-

alignés, qui rassemble les pays n'appartenant à aucun des deux blocs prédominants (l'OTAN et le pacte de Varsovie). Le mouvement est créé en 1961 et lutte pour la décolonisation, la paix et la sécurité dans le monde. Tito, qui y obtient un rôle prépondérant et devient l'un des principaux propagateurs du mouvement, continue à rencontrer les dirigeants du monde et à beaucoup voyager aux quatre coins du globe jusqu'aux dernières heures de sa vie.

° La politique intérieure

Pendant les années 1960 et 1970, le régime est confronté à une hausse des critiques publiques et des demandes de réformes. De larges mouvements nationaux d'opposition exigent la décentralisation de la fédération Yougoslave, une plus grande autonomie et parfois même l'indépendance de certaines républiques. Avec toute la force brutale dont il est capable, le maréchal Tito écrase l'opposition des étudiants, les Albanais, ainsi que le mouvement massif du « printemps croate », et enfin les libéraux serbes. Le ménage effectué parmi les figures politiques croates et serbes ainsi que l'emprisonnement de milliers d'intellectuels, d'étudiants et autres sympathisants viennent encore aggraver la situation déjà fragile dans le pays.

Au fil de son existence, la Yougoslavie socialiste change plusieurs

fois d'ordre constitutionnel. La dernière constitution, controversée, de 1974 transforme la Yougoslavie en confédération, c'est-à-dire une vague union de différents États. Elle octroie une plus grande autonomie aux six républiques et aux deux provinces autonomes de Serbie ; les républiques comme les provinces obtiennent le droit de veto. Les Serbes sont très mécontents que leurs provinces deviennent pratiquement les égales des républiques, cela signifie en effet la perte de souveraineté de la Serbie sur l'ensemble de son territoire (étant donné qu'elle ne peut plus changer de lois sans l'accord des provinces).

Le maréchal Tito, « le dictateur doux » des Balkans, décède en 1980, après 35 ans de règne. Malgré son âge avancé (88 ans) et en raison de son rôle prédominant dans la société yougoslave et dans la communauté internationale, son décès a été un véritable choc pour le peuple yougoslave. Une nouvelle présidence collective des dirigeants communistes de chaque république est alors adoptée. Sans Tito, qui dirigeait d'une poigne de fer et anéantissait tout mouvement nationaliste risquant de faire exploser le pays,



→
Maréchal Josip Broz Tito

© DR

les nouveaux dirigeants sont moins stricts et doivent faire face à une grave crise économique, politique et inter-ethnique (à titre d'exemple, la dette extérieure yougoslave en 1980 s'élève à 20 milliards \$).

L'effondrement du bloc de l'Est et la fin de la Guerre froide à la fin des années 1980 signifie pour la Yougoslavie un changement considérable de son statut au niveau international, puisque ce statut unique était principalement la conséquence des intérêts de l'Occident face au bloc de l'Est. Les nationalismes les plus extrêmes font alors leur apparition. Le président autoritaire serbe, Slobodan Milošević, supprime l'autonomie des provinces serbes et, suivi par le Monténégro, modifie les rapports de force dans le pays. Il soutient que tous les Serbes, le peuple le plus nombreux au sein de l'État, doivent vivre dans un même pays étant donné que l'on en retrouve en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro également. Le président croate Franjo Tudman, quant à lui, préfère une Croatie homogène d'un point de vue ethnique, et fait montre d'une certaine nostalgie à l'égard de l'ancien régime Ousta-

Yougoslavie 1941 - 1991.
Frontières des républiques
et des provinces.



© DR

chi de l'État indépendant de Croatie (NDH).

Le programme réformateur du Premier ministre yougoslave, Ante Markovic, arrive malheureusement trop tard pour éviter les conflits permanents entre les républiques et les ferveurs nationalistes qui entraînent la dislocation de la Yougoslavie.

L'éclatement de la Yougoslavie et les guerres (1991-1999)

Toutes les tentatives de la Communauté européenne (puis de l'Union européenne) et de la communauté internationale pour prévenir la dislocation du pays et la guerre échouent, y compris une offre exceptionnelle de la CE d'accorder l'adhésion immédiate de la Yougoslavie dans son ensemble et une somme de 5 milliards \$ afin d'aider à stabiliser l'économie yougoslave. Les dirigeants des républiques yougoslaves sont profondément divisés et le processus de dislocation est déjà à son apogée. Ces pays pro-

clament leur indépendance : la Slovénie, la Croatie et la Macédoine en 1991, la Bosnie-Herzégovine en 1992. La reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie en tant qu'États indépendants, d'abord par l'Allemagne puis par la CE, a indubitablement joué un rôle crucial dans le déclenchement de la guerre civile en Yougoslavie.

L'éclatement violent de la République fédérative socialiste de Yougoslavie donne naissance à une série de guerres pour la succession de la Yougoslavie : 1. La guerre de dix jours en Slovénie (1991) ; 2. La guerre d'indépendance croate (1991-1995) ; 3. La guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995) ; 4. La guerre du Kosovo (1998-1999). Durant les trois premières guerres, l'on retrouve d'un côté l'Armée populaire yougoslave (JNA), qui utilise la force contre les républiques sécessionnistes, déterminée à préserver l'unité de l'État fédéral, et devient petit à petit l'Armée serbe. De l'autre côté se trouvent les armées

des États yougoslaves en sécession. Des deux côtés, différentes forces paramilitaires sont actives, revendiquant souvent des traditions oustachies ou tchetniks, et sont principalement dirigées par des auteurs de crimes de guerre épouvantables ; un grand nombre d'étrangers se battent également, y compris des combattants musulmans (Moudjahidines), du côté bosniaque.

La guerre en Croatie (1991-1995)

Les nouvelles autorités croates, dirigées par le président Tudman, abaissent le statut des Serbes de deuxième nation constitutive à minorité nationale en Croatie en 1990 et prévoient de quitter la Yougoslavie. Cela provoque des rébellions parmi les Serbes et entraîne la proclamation de leur propre région autonome au sein de la Croatie, qui sera connue comme la République serbe de Krajina (armée et financée par la Serbie). La guerre commence après la déclaration d'indépendance de la Croatie et est surtout confinée dans les régions et territoires à la population mixte sur le plan ethnique, que les Serbes considéraient comme leur appartenant. En 1995, les forces croates vainquent l'Armée serbe et récupèrent le contrôle des territoires, tandis qu'elles s'emparent de la République serbe de Krajina lors



Les accords de Dayton.



© DR

de l'Opération Tempête, avec le soutien tacite des États-Unis et la participation de l'Armée de Bosnie-Herzégovine. Cela marque la fin de la guerre et entraîne un exode massif d'environ 200 mille Serbes. Les territoires encore contrôlés par les Serbes en Slavonie orientale et Baranja réintègrent la Croatie de manière pacifique entre 1996 et 1998. De nombreux crimes de guerre sont perpétrés à l'égard des Croates (p. ex. destruction de Vukovar, bombardement de Dubrovnik) et des Serbes (p. ex. pendant l'Opération Éclair et l'Opération Tempête menées par les Croates).

La guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995)

La Bosnie-Herzégovine est la république comptant la plus grande diversité ethnique en ex-Yougoslavie (43 % de musulmans/Bosniaques, 31 % de Serbes et 17 % de Croates). Après la déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, la Bosnie-Herzégovine suit la même voie. Les ethnies sont divisées : les Serbes souhai-

tent conserver les liens avec ce qu'il reste de la Yougoslavie (ou faire partie d'une Serbie étendue) ; les Croates veulent rejoindre une Croatie étendue et créer leur propre État au sein de la Bosnie-Herzégovine, tandis que les Bosniaques préfèrent la création d'un État indépendant dans lequel ils seraient le peuple prédominant.

En mars 1992, les Bosniaques et les Croates proclament l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, sans le consentement des Serbes, mais forts du soutien des États-Unis. Les Serbes de Bosnie proclament alors la *Republika Srpska* (République serbe), soutenus et armés par la Serbie, tandis que les Croates de Bosnie créent la République croate d'Herceg-Bosna, armés et équipés par la Croatie. Au départ, Bosniaques et Croates joignent leurs forces contre leur ennemi commun, les Serbes, mais ils se divisent ensuite et, dès ce moment, tout le monde se bat contre tout le monde.

La guerre en Bosnie-Herzégovine se révèle la plus brutale en Europe depuis la Seconde Guerre mon-

diale. Parmi les innombrables atrocités et crimes de guerre commis, les événements les plus dramatiques de la guerre sont le siège de Sarajevo et le massacre par les Serbes de plus de 8 000 Bosniaques à Srebrenica. L'Accord de paix de Dayton (1995) signé par les présidents de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie met fin à la guerre en créant un État fédéral en Bosnie-Herzégovine placé sous la supervision de la communauté internationale. L'État se compose de deux entités autonomes : la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine (comptant 51 % du territoire) et la *Republika Srpska* couvrant 49 % du territoire ; Sarajevo reste la capitale commune. Il comprend un gouvernement central et la présidence collective bosniaque, croate et serbe.

Durant ces deux guerres, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les trois parties en conflit se sont rendues coupables de violents nettoyages ethniques et d'innombrables crimes de guerre qui ont conduit à la création par le Conseil de sécurité de l'ONU du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (ICTY) dès 1993, dont les activités se sont poursuivies jusqu'en 2017. Des dirigeants politiques et militaires de l'ex-Yougoslavie y ont été jugés pour crimes de guerre, meurtres de masse et d'autres crimes.

Pays de l'ancienne Yougoslavie. →

La guerre du Kosovo (1998-1999)

À partir de 1998, les confrontations armées de l'armée séparatiste de libération du Kosovo (KLA) et des forces serbes s'intensifient et les tensions mènent aux négociations de la conférence de Rambouillet au printemps 1999 entre la République fédérative de Yougoslavie (SRJ) et les Albanais du Kosovo. Le côté serbe refuse d'accepter la présence militaire de l'OTAN sur son territoire ainsi que la possibilité d'une indépendance albanaise. L'intervention militaire des forces de l'OTAN en République fédérale de Yougoslavie suit néanmoins, malgré l'absence d'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Durant les frappes aériennes, les forces serbes expulsent des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo. Après environ trois mois de bombardements quotidiens, de lourdes pertes humaines et de destruction à grande échelle des deux côtés, l'accord de Kumanovo est signé. Les forces yougoslaves se retirent du Kosovo et, dans leur sillage, plus de 200 000 Serbes et autres civils non albanais fuient vers la Serbie. Les unités militaires de l'OTAN (KFOR) entrent alors au Kosovo pour ne plus le quitter.

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la Résolution 1 244, selon laquelle la République fédérale de Yougoslavie conserve son inté-



grité territoriale et sa souveraineté sur le Kosovo, qui obtient une « autonomie substantielle » au sein de la République. Le Kosovo se voit attribuer le statut de protectorat international. En 2008, le Kosovo déclare de manière unilatérale son indépendance par rapport à la Serbie.

Les guerres sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (1991-1999) ont fait près de 140 000 victimes et déplacé environ 4 millions de personnes (16 % de la population totale de la SFRJ). Toutes les parties engagées dans ces conflits ont pris part à une débauche de nettoyage ethnique, de nettoyage culturel à travers la destruction d'héritages culturels, et à la création de territoires ethniquement purs. De nombreux camps de concentration pour prisonniers ont été exploités. Les aspirations territoriales des Serbes, des Croates et des Albanais étaient destinées à créer une « Grande Serbie », une « Grande Croatie » ou une « Grande Albanie ».

La Troisième Yougoslavie (1992-2006)

Après la dissolution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en 1992, ses vestiges - la Serbie et le Monténégro - forment un État appelé la République fédérale de Yougoslavie (SRJ). Cet État subit la période de sanctions économiques internationales imposée par l'ONU en raison de son implication dans les guerres. Cela entraîne une crise économique et sociale dévastatrice en SRJ, où la guerre était financée par l'hyperinflation. En 2003, la SRJ devient la Communauté d'États de Serbie-et-Monténégro, une union qui cesse d'exister lorsque la Serbie et le Monténégro deviennent des États indépendants en 2006.

Milan Kovačević

Historien

Université de Belgrade

Traduit de l'anglais par

Elan Languages

La Pologne actuelle.

La Pologne avec ses frontières volées et acquises.

— L'histoire turbulente de la Pologne fut traitée dans les deux dernières réflexions (numéros 27 et 28). Cette rubrique clôturera cette histoire en jetant un regard sur la manière dont la Pologne actuelle s'est formée après la Seconde Guerre mondiale.

La rubrique « réflexion », qui se rapporte aussi au thème annuel et peut donc être traitée avec la rubrique « Interrogation », partira du contexte (historico-)géographique pour aborder des questions morales. Bien qu'une base théorique s'impose pour connaître le sujet, elle sera amplement illustrée, principalement par des cartes et un système à points.

La libération du Gouvernement-général

- juillet 1944 : l'armée soviétique conquiert l'est du Gouvernement-général.
- fin août 1944 : un premier gouvernement communiste polonais s'établit à Lublin.



Les frontières de la république actuelle se trouvent clairement plus à l'ouest que les anciennes frontières de la Deuxième République de Pologne.

La République populaire de Pologne

- À partir de 1944 (de facto), officiellement à partir de 1952 : la République populaire de Pologne. Ce régime communiste est répressif envers le patriotisme polonais. Plusieurs révoltes auront lieu.
- 1955 : Le Pacte de Varsovie (alliance militaire communiste). L'armée polonaise est soumise à l'URSS.
- Années 1970 : des gouvernements communistes faibles se succèdent. De nombreux Polonais entrent dans l'opposition (illégale) où l'Église catholique joue un rôle important.
- Fin années 1970, mais officiellement en 1980 : création du syndicat Solidarność par Lech Wałęsa.
- 1978 : le cardinal polonais Karol Wojtyła est élu pape sous le nom de Jean-Paul II. Il combat le

Les tracés des frontières de la Pologne ont connu plusieurs changements au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.



Les frontières de la nouvelle Pologne n'ont rien en commun avec celles de la Deuxième République de Pologne. Les parties occidentales sont prises au Troisième Reich et les parties orientales sont confisquées par l'URSS. Ceci eut comme conséquence que les frontières se sont déplacées d'environ 250 km plus à l'ouest après la Seconde Guerre mondiale et ceci infligé par le régime communiste. De grands déménagements forcés eurent lieu, avec de nombreuses violences par la suite.



© DR

Lech Wałęsa va succéder, en 1990, au dernier président en exil, Ryszard Kaczorowski, comme président de la (troisième) République de Pologne, élu démocratiquement. ↑

Réflexions éthiques :

- ° Que pourrions-nous comprendre sous « l'histoire polonaise » et « l'/une histoire en Pologne » ?
- ° Jusqu'où un « peuple » doit-il connaître son histoire ?
- ° Que pensez-vous de l'affirmation suivante : « L'histoire est écrite par les vainqueurs ? »

communisme et soutient le mouvement Solidarność.

- 1980 : grève importante à Gdańsk, qui sera immédiatement réprimée. Cependant, le premier syndicat indépendant est légalisé (dans un pays communiste). De nombreuses personnes y adhèrent.
- Le général Jaruzelski prend le pouvoir. Il rétablit le Parti ouvrier unifié polonais (communiste). Solidarność est interdit. Lech Wałęsa gagne le Prix de Nobel pour la Paix (1983)
- Michael Gorbatchev (URSS) mène la Glasnost (unification politique & liberté) et la Perestroïka (économie libre). Le général Jaruzelski devient le Président de conseil d'État (c.-à-d. chef d'État)
- 1988 : Jaruzelski commence des négociations, également avec Solidarność.

- juin 1989 : les premières élections « libres ». Solidarność est le grand vainqueur, cependant le Parti communiste « conserve » la majorité.
- 31 décembre 1989 : Le président polonais (en exil) abolit le communisme en faveur d'une démocratie parlementaire.

(Troisième) République de Pologne

- 1 janvier 1990 : la Pologne rejette l'économie socialiste d'État et se retire du Pacte de Varsovie. Plus tard, le parti communiste s'autodissout.
- mai 1990 : première élection totalement libre en Pologne. Lech Wałęsa devient le premier président de la (Troisième) République de Pologne.
- 1997 : une nouvelle constitution est introduite. L'identité prime sur

La Pologne fait partie de l'UE depuis 2004. Le pays se modernise à vue d'œil. ↓



© DR

l'ethnicité.

- 1999 : la Pologne devient membre de l'OTAN.
- 2004 : la Pologne rejoint l'Union Européenne.
- 2005 : le parti national-conservateur (Droit et Justice) parvient au pouvoir. Lech Kaczyński devient président. Son frère jumeau Jarosław sera, l'année suivante, premier ministre.
- 2010 : Lorsque le président et des hauts membres du gouvernement volent vers Katyń pour une commémoration, leur avion s'écrase près de Smolensk. ■

Johan Puttemans
 Coordinateur pédagogique
 ASBL Mémoire d'Auschwitz

Nom et prénom

Classe / Cours

La fiche pédagogique de ce numéro, comme dans le numéro précédent, peut être traitée en complément de la rubrique 'réflexion'.

Public cible : 3^e degré

Cours: histoire / géographie, sciences humaines

Heures de cours nécessaires : deux heures minimum

Conformément à l'article traitant des Balkans, l'étude de l'histoire de l'Allemagne (ou mieux : l'histoire allemande) peut s'avérer très intéressante et éclairante d'une perspective historique et géographique.

Indique les événements majeurs sur la ligne de temps ci-dessous.

1945

présent

Fais une recherche sur les personnages suivants : Willy Brandt, Helmut Kohl, Erich Honecker et Angela Merkel.

Cherche des cartes de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande. Compare avec une carte de l'Allemagne actuelle.

Remarques de l'enseignant/e

TRACES DE MÉMOIREest une publication trimestrielle de
l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

www.auschwitz.be



Un vrai partenariat entre l'ASBL Mémoire d'Auschwitz, les enseignants et les élèves pour un meilleur vivre-ensemble.

Concours annuel « Exprime-toi ! »

L'ASBL Mémoire d'Auschwitz organise un concours annuel intitulé « Exprime-toi ! ». Ce concours s'adresse aux élèves de cinquième et sixième année de l'enseignement secondaire, quelle que soit la forme d'enseignement. Chaque année, un thème est choisi par notre par notre commission pédagogique francophone et par notre Commission d'Enseignement et de Formation néerlandophone. Les étudiants peuvent soumettre un travail sur ce thème. Cela peut être sous forme de dissertation ou de poème, mais aussi un travail plus artistique comme la photo, le dessin, la vidéo, la musique, le théâtre, le projet de quartier, etc. sera apprécié. Six lauréats néerlandophones et six lauréats francophones seront choisis. Ils reçoivent un prix en espèces, un diplôme et une invitation à participer à notre voyage d'étude de cinq jours en Pologne, où nous visitons Auschwitz et Birkenau.

Quelques thèmes abordés les années précédentes:

- ° Valeur humaine, valeur marchande
- ° Tout est possible au nom de la démocratie !
- ° Les limites de la vérité

Les Balises pour la Citoyenneté.

De plus en plus d'écoles sont récompensées par des labels: « école verte », « école sportive » et bien d'autres. Nous avons lancé un projet l'année dernière qui reconnaît les écoles qui s'engagent à enseigner la citoyenneté dans leurs classes. Elles obtiendront le label « Balises pour la Citoyenneté ».

Il ne s'agit pas d'un nouveau concours, mais bien d'une reconnaissance que nous voulons présenter aux écoles qui comprennent l'importance de préparer leurs élèves à participer à une meilleure société. Le 27 janvier (commémoration de la libération d'Auschwitz), les directeurs et enseignants élus sont invités à recevoir leur plaque en présence du Ministre de l'Éducation et des Echevins de l'Éducation de leur municipalité ou ville. Les trois premières écoles à avoir obtenu ce label sont le Lycée Municipal Cadix d'Anvers, l'Institut du Sacré-Cœur de Ganshoren et le Lycée Saint-Jacques de Liège.

La tolérance. Un manque de respect.

Parce que la tolérance en soi ne suffit pas à accepter l'autre, nous devons apprendre à respecter celui qui est différent. Éviter la peur et l'ignorance, essayer de comprendre, voilà les clés pour éradiquer le problème du NOUS contre EUX.

L'ASBL Mémoire d'Auschwitz appelle les enseignants à composer un cours autour de l'un des dix thèmes que ce projet a à offrir:

- ° Pré / Juger
- ° Prendre la défense de « l'autre »
- ° La liberté de choisir son chemin
- ° Tous frères
- ° Ne rien voir, ne rien savoir
- ° La loi du plus fort
- ° Les dégâts sont-ils réparables ?
- ° Se faire huer, se faire exclure
- ° Au-delà de toute compréhension
- ° Ce que font les hommes aux hommes

Ces dix cours seront illustrées par des travaux d'étudiants ayant participé au concours annuel « Exprime-toi ! ». Cet outil pédagogique sera offert à tout enseignant désireux s'en servir en classe.

Pour plus d'informations:
georges.boschloos@auschwitz.be



SAVE THE DAY

L'ASBL Mémoire d'Auschwitz organise depuis plusieurs années ses activités récurrentes tel que les voyages d'étude vers Auschwitz-Birkenau et vers les anciens ghettos et centres d'extermination en Pologne, ses Prix pour la recherche scientifique, ses publications de textes importants et d'ouvrages de référence, ses conférences dans les écoles et les centres culturels, ses publications de périodiques pédagogiques et scientifiques et son soutien logistique aux enseignants dans leurs tâches quotidiennes avec des outils pédagogiques et didactiques ...

L'association remplit également un agenda chargé de rendez-vous scientifiques, éducatifs et culturels. Ci-dessous vous trouvez un aperçu de notre calendrier jusque fin 2018.

15 septembre

Visite guidée historique dans le « quartier des Marolles » à Bruxelles.

Aujourd'hui « les Marolles », c'est devenu un quartier touristique populaire, mais c'était autrefois le lieu où les Juifs de l'Est, fuyant les pogroms et le nazisme naissant, trouvaient refuge. C'est aussi ici que les razzias ont eu lieu. De nombreuses familles juives furent envoyées d'ici à la caserne Dossin à Malines pour être déporté à Auschwitz. C'est aussi dans les rues des Marolles qu'un grand nombre de *Stolpersteine* (pavés de mémoire) a été posé.



25 septembre

Quatrième film de notre ciné-club « Passeurs d'images ».

Il y a quatre ans, l'ASBL a créé son propre ciné-club, hébergé au cinéma AVENTURE au cœur de Bruxelles. Chaque année, six films remarquables sont présentés autour d'un thème central.

Le thème de 2017 était « un Jeunesse perdue ». Pour cette année-ci, nous avons choisi des films qui nous parlent de « frontières ». Pour le 25/09, nous avons sélectionné le film australien *Rabbit Proof Fence*. Le ticket d'entrée est au prix démocratique de 6 euros.

L'ASBL Mémoire d'Auschwitz étend ses activités scientifiques, pédagogiques et culturelles d'année en année.



22 octobre

Séance académique de la remise de prix du « Prix international de la Fondation Auschwitz ».

Chaque année, nous recevons un nombre important d'œuvres scientifiques du monde entier : des thèses de doctorat sur des thèmes qui concernent notre travail à la Fondation Auschwitz. Un groupe d'experts choisit trois lauréats chaque année. Ceux-ci recevront le « Prix de la Fondation Auschwitz », le « Prix Jacques Rozenberg » et la « Bourse pour la Recherche ». Cette cérémonie solennelle a lieu à l'hôtel de ville



de Bruxelles en présence des plus hautes institutions.

30 octobre
Cinquième film de notre ciné-club « Passeurs d'images ».

Le film germano-israélien *Ajami* raconte l'histoire de trois communautés différentes essayant de cohabiter paisiblement à Tel Aviv. En quatre ans, le nombre de visiteurs de notre ciné-club a doublé.

3 et 4 novembre
Colloque international sur l'Aktion Reinhardt et l'Aktion Erntefest.

Dans le passé, l'ASBL Mémoire d'Auschwitz a organisé d'importants colloques internationaux sur des thèmes tels que « Les camps de transit en Europe sous le nazisme », « Le voyage mémoriel. Balance, actualité, perspectives & critiques », « Les *Sonderkommando* et les *Arbeitsjuden* », « La zone grise », « L'œuvre de Primo Levi » ...

9 novembre
La musique sous le Troisième Reich

Pour la troisième année consécutive, l'association organise un événement musical pour commémorer la nuit de cristal. En 2016, le thème était « Revivre l'héritage ». Sept musiciens ont interprété de nouvelles compositions basés sur des extraits de pièces écrites et retrouvées à Auschwitz. En 2017, une chorale d'enfants de 26 personnes venant de Łódź en Pologne, a été invitée. S'appuyant sur le thème de cette année, « Une jeunesse perdue », ils ont chanté des berceuses en yiddish.

Cette année-ci, nous recevons Tcha Limberger avec son quatuor pour une soirée de musique tsi-gane, le thème étant « Au-delà des frontières ». Chaque concert est précédé d'une conférence.

14 novembre
Journée de formation sur le thème « Le processus d'extermination nazi : une approche technique ».

Au cours de cette journée de formation, initialement prévue pour les enseignants, mais aussi ouverte à un plus large public, nous essayons d'expliquer comment l'ensemble du processus de destruction industrielle des nazis pouvait exister. Cette formation fournit une réponse claire aux remarques négationnistes auxquelles les enseignants doivent parfois faire face en classe. Cette journée de formation est également une préparation parfaite pour les futurs participants au voyage d'études « Sur les traces de la Shoah en Pologne ».

27 novembre
Dernier film du cinéclub.

C'est le film iranien / irakien *Turtles can fly* qui clôt cette édition. Pour le ciné-club de l'année prochaine, nous vous présenterons six films sur le thème de la propagande.

6 décembre
Quatrième et dernier film de notre cycle de documentaires.

En plus des six films de fiction de notre ciné-club, nous projetons également chaque année un certain nombre de documentaires importants. Nous avons au programme en janvier « Felix Nussbaum » de Lydia Chagoll, « Je reviendrai » de Jean Barat au mois de juin et début septembre nous avons projeté « La passeuse des Aubrais » de Michaël Prazan. Pour clôturer ce cycle, nous vous invitons à la vision de « Vivre et survivre à Auschwitz » de Sarah Timperman et Stéphanie Perrin. Ces séances sont gratuites et toujours en présence des cinéastes.





Dans l'exposition temporaire intitulée « Shoah et B.D. », plus de 200 bandes dessinées, romans graphiques et manuscrits guident le visiteur à travers la fictionnalisation de l'holocauste. De quelle façon peut-on « illustrer » cette page de l'histoire ? Quel rôle et quelle place donne-t-on aux témoignages et aux souvenirs personnels dans un récit dessiné ? S'agit-il d'un travail de fiction, ou plutôt journalistique ? Quels motifs, métaphores et techniques artistiques les auteurs utilisent-ils ? Mais surtout : quel rôle social et éducatif la bande dessinée peut-elle jouer pour les jeunes générations, et celles à venir ?

Faits et fiction. Deux concepts qui semblent aux antipodes l'un de l'autre. Mais est-ce forcément toujours le cas ? L'histoire revêt de plus en plus souvent le manteau de la fiction, un phénomène auquel l'holocauste n'échappe pas. Depuis les années 1970, les romanciers graphiques s'aventurent sur ce thème : hésitants, avec une certaine crainte, mais aussi avec respect. « Maus » d'Art Spiegelman a pu se frayer un chemin jusqu'aux canons de la littérature, mais de nombreux autres dessinateurs de B.D. sont parvenus à représenter l'holocauste en images.

L'exposition « Shoah et B.D. » peut être visitée à la Caserne Dossin du 17/09/2018 au 22/04/2019 inclus.

Elle a été conçue et prise en charge par le Mémorial de la Shoah, à Paris.

JOURNÉE PÉDAGOGIQUE

Êtes-vous professeur ?

Venez à notre journée francophone pour professeurs pendant les congés de Carnaval. Grâce à la coopération entre la cellule pédagogique Démocratie ou barbarie et la Fondation Auschwitz nous pouvons offrir un programme riche et diversifié. On explore le thème central « Génocides et images » au moyen de conférences, de visites guidées et d'un atelier. Dans la matinée, on se concentre sur les BD et l'image. Après le lunch l'accent est mis sur la propagande.

POUR QUI ?

Pour tous les enseignants et futurs enseignants du primaire, du secondaire, des écoles supérieures, des universités et pour les conseillers pédagogiques.

QUAND ?

Le mardi 5 mars 2019.

OÙ ?

Kazerne Dossin - Goswin de Stasartstraat 153 - 2800 Malines

PROGRAMME ?

9 h - 9 h 30 : Accueil
 9 h 30 - 10 h 30 : Antijudaïsme et l'image (Johan Puttemans)
 10 h 30 - 11 h 30 : Génocide et BD (Yves Monin)
 11 h 30 - 11 h 45 : Pause
 11 h 45 - 13 h : Shoah et BD (visite guidée)
 13 h - 14 h : Lunch
 14 h - 15 h : La propagande nazie : l'image au service de l'endoctrinement (visite guidée)
 15 h - 16 h 15 : Atelier propagande (Marjan Verplancke)

POUR UNE PRISE DE CONTACT

ASBL Mémoire d'Auschwitz -
 Fondation Auschwitz
 Rue aux Laines, 17 bte 50 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02 512 79 98
 Fax : 02 512 58 84

info@auschwitz.be
 www.auschwitz.be

Publication réalisée grâce au soutien de

Directeur de la publication : Henri Goldberg
Rédacteurs en chef : Frédéric Crahay, Johan Puttemans
Secrétaire de rédaction : Georges Boschloos
Comité de rédaction : Marjan Verplancke, Thierry De Win, Yves Monin, Jean Cardoen, Yannik van Praag
Graphiste : Georges Boschloos
Imprimeur : EVM Print

